

Coopératives agricoles et filière ananas dans la circonscription de Kindia. Analyse de quelques enjeux pour le développement local.

Agricultural Cooperatives and the Pineapple Value Chain in the Kindia Region: An Analysis of Key Challenges and Opportunities for Local Development.

Mamadou Saidou DIALLO,

Enseignant-chercheur

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion

Université de Kindia,

Guinée Conakry.

Date de soumission : 23/06/2025

Date d'acceptation : 26/07/2025

Pour citer cet article :

DIALLO M. S. (2025) «Coopératives agricoles et filière ananas dans la circonscription de Kindia. Analyse de quelques enjeux pour le développement local », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 8 : Numéro 3 » pp : 609 - 633

Résumé

Cet article explore le rôle central des coopératives agricoles locales dans le développement de la Commune de Kindia, en Guinée. S'appuyant sur des données empiriques inédites, il met en lumière leur émergence à partir des années 1990, dans un contexte de désengagement progressif de l'État et de réformes agraires. Les coopératives ont progressivement comblé les lacunes structurelles du secteur agricole, devenant des piliers du développement durable local. En se concentrant sur la production de tubercules, céréales, fruits et légumes, elles ont contribué à l'inclusion sociale et à l'autonomisation économique des producteurs. Le secteur de l'ananas, notamment, a connu un essor remarquable, avec des flux hebdomadaires de marchandises vers Conakry. Ces dynamiques entrepreneuriales ont permis d'améliorer les conditions de vie dans la région et de renforcer les liens sociaux et culturels. L'étude souligne ainsi l'importance croissante de ces structures dans la relance de l'économie locale et la transformation du monde rural guinéen.

Mots clés : Agriculture, Coopérative, Développement, Histoire, Kindia.

Abstract

This article investigates the pivotal role of local agricultural cooperatives in the development of the Commune of Kindia, Guinea. Drawing on original empirical data, it highlights the emergence and diversification of these cooperatives since the 1990s, in response to the state's gradual withdrawal from direct agricultural management and successive agrarian reforms. These grassroots organizations have progressively filled structural gaps in the agricultural sector, positioning themselves as key drivers of local sustainable development. By focusing on the production of tubers, cereals, vegetables, and fruits, they have significantly fostered social inclusion and economic empowerment among local producers. The pineapple value chain, in particular, has experienced notable growth, with regular weekly shipments to Conakry. These entrepreneurial dynamics have enhanced living conditions and strengthened social and cultural cohesion in the region. The study underscores the increasingly strategic role of agricultural cooperatives in rural economic revitalization and the broader transformation of Guinea's agrarian landscape.

Keywords: Agriculture, Cooperative, Development, History, Kindia.

Introduction

À l'occasion de l'accession de la Guinée à l'indépendance en 1958, le secteur agricole représentait jusqu'à 80 % de la population active (Jacqueline, 1958). Toutefois, la filière ananas, bien que principalement orientée vers l'exportation, n'a pas suscité un intérêt marqué auprès des producteurs, notamment ceux issus des milieux ruraux (Kaba, 2019). Les premières plantations d'ananas mises en place par des producteurs locaux ont été identifiées dans les localités de Dubréka (ville guinéenne, chef-lieu de la préfecture du même nom) et de Forécariah (commune rurale considérée comme l'une des premières zones de production d'ananas du pays). C'est à partir de ces zones que les habitants de Kindia se seraient approvisionnés en rejets. Six décennies plus tard, la culture d'ananas est omniprésente dans la région, aucun hameau n'y échappant.

Ce phénomène soulève plusieurs interrogations : la quête d'autonomie alimentaire pourrait-elle expliquer cet engouement croissant ? Et en quoi la filière ananas participe-t-elle à la transformation des structures socioéconomiques fondamentales ?

Deux hypothèses peuvent être formulées à cet égard. Premièrement, entre 1958 et 1980, la croissance démographique aurait contribué à l'amplification des besoins sociaux, en exacerbant les enjeux liés à l'autosuffisance alimentaire et à l'insertion socioprofessionnelle. Deuxièmement, à partir de 1991, le retrait progressif de l'État et le désengagement des fonctions publiques ont entraîné une reconversion vers les cultures d'exportation de nombreux individus qualifiés — dont 86,33 % étaient âgés de moins de 45 ans (Jacqueline, 1958).

Dans la suite de l'article, nous précisons les cadres théoriques mobilisés, à savoir : le développement local endogène, la théorie des communs, ainsi que celle du capital social. Nous développons ensuite les concepts de réformes agraires et de coopératives agricoles. La méthodologie est ensuite présentée, suivie de l'analyse des résultats de l'étude, portant sur la chaîne production-vente, les obstacles à l'agriculture locale, ainsi que les enjeux liés à l'agriculture durable.

1. Cadres théoriques mobilisés, à savoir : le développement local ainsi que celle du capital social.

Dans le cadre de cette recherche, deux principaux référentiels théoriques sont mobilisés pour analyser les dynamiques à l'œuvre : d'une part, la théorie du développement local, notamment dans sa dimension endogène, et d'autre part, le concept de capital social. Ces approches permettent d'éclairer les logiques territoriales et relationnelles qui sous-tendent les processus de transformation locale.

La première section est consacrée au développement local endogène (1.1), tandis que la seconde porte sur la notion de capital social (1.2), en tant que levier d'action et de coopération au sein des territoires.

1.1 Développement local endogène

Le développement local est un processus de transformation à long terme, ancré dans un territoire, qui repose sur la mobilisation des acteurs locaux pour valoriser les ressources spécifiques d'un espace donné (Courlet, 2001 ; Lorthiois, 1996). D'abord réponse à la crise, il est devenu une stratégie proactive visant à renforcer la résilience économique et sociale des territoires. Cette approche met en avant une logique territorialisée de l'action collective et se fonde sur l'implication conjointe de la population, des acteurs économiques et institutionnels (Salhi, 2009 ; Sahli & Ferguene, 1998).

Trois dimensions clés caractérisent le développement local : la localisation des actions, la valorisation des ressources territoriales, et l'action collective. Les transformations engendrées par la mondialisation ont renforcé l'importance du territoire comme espace de recomposition économique, où se développent des systèmes productifs locaux et des districts industriels (Becattini, 1989 ; Vidal, 1998). Ces structures permettent de combiner concurrence et coopération dans un cadre culturel partagé.

Les ressources territoriales mobilisées sont diverses (spécifiques, latentes, complexes) et nécessitent un engagement coopératif pour être révélées, qualifiées ou reconstruites (Colletis-Wahl & Pecqueur, 2001). Ce processus suppose la coordination des acteurs autour de projets communs, ce qui donne naissance à des dynamiques de développement endogène renforcées par des partenariats et des réseaux locaux.

Parmi les modèles de développement local identifiés figurent les districts industriels, les Systèmes Productifs Locaux (SPL), et les milieux innovateurs. Ces derniers, développés par le GREMI, sont des environnements territorialisés favorisant l'innovation grâce à des interactions denses entre acteurs économiques (Maillat, Quévit, & Senn, 1993).

Le développement local présente plusieurs caractéristiques : proximité décisionnelle, intégration sociale et culturelle, adaptabilité aux échelles régionales et nationales, et complémentarité avec la décentralisation. Il vise des objectifs économiques, tels que la valorisation des ressources locales, la diversification des activités et l'intégration économique, ainsi que des objectifs sociaux comme la réduction des inégalités, la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de l'accès aux services essentiels (Smati, 2009).

Notre étude, intitulée « *Coopératives agricoles et filière ananas dans la circonscription de Kindia : Analyse de quelques enjeux pour le développement local* », s'inscrit dans une dynamique de réflexion sur le rôle des coopératives dans le développement local. Elle entre en résonance avec les travaux de Inariten et Angadé (2024), publiés dans la *Revue Internationale du Chercheur*, qui soulignent l'importance du capital social et de l'innovation sociale dans la transformation économique et sociale des coopératives. Ces auteurs rappellent que, contrairement aux entreprises conventionnelles, les organisations de l'économie sociale — notamment les coopératives — visent non seulement la croissance économique, mais également la création d'un impact positif sur la vie de leurs membres et de la collectivité. Elles s'engagent ainsi à réduire les inégalités et à améliorer les conditions sociales au sein des communautés locales.

En somme, le développement local est un processus multidimensionnel et coopératif, fondé sur la mise en valeur des spécificités territoriales et l'engagement collectif, avec pour finalité une croissance durable, inclusive et équitable.

1.2 Capital social.

La notion de capital social trouve ses origines au début du XX^e siècle, notamment dans les travaux de Lyda Judson Hanifan (1920), mais ce sont les recherches de James Coleman à la fin des années 1980, puis celles de Robert Putnam dans les années 1990, qui ont véritablement popularisé le concept (Coleman, 1988 ; Putnam, 1993). À travers leurs analyses, ces auteurs ont

mis en avant l'idée selon laquelle certaines caractéristiques des relations sociales – telles que les réseaux, les normes ou la confiance – procurent un avantage réel aux individus ou aux groupes. Cette intuition a suscité un vif intérêt, mais également de nombreuses critiques en raison de la difficulté à définir précisément le capital social et à distinguer clairement ses effets de ses causes (Ponthieux, 2003).

Définir rigoureusement le capital social est donc essentiel pour en faire un outil d'analyse pertinent. Parmi les approches disponibles, celle de Nan Lin (2001) est souvent considérée comme la plus opérationnelle. Il définit le capital social comme un ensemble de ressources incorporées dans une structure sociale, que les individus peuvent mobiliser de manière intentionnelle dans leurs actions : « resources embedded in a social structure, which are accessed and mobilized in purposive actions » (Lin, 2001, p. 29). Selon cette perspective, il ne suffit pas d'avoir de nombreux contacts pour posséder du capital social. Ce qui importe, c'est la capacité à mobiliser des relations utiles, avec des personnes disposées à partager leurs ressources, qu'il s'agisse d'information, de soutien ou d'opportunités. Cette conception justifie pleinement l'usage du terme *capital*, en raison de son lien direct avec l'idée de ressources économiques ou sociales accessibles par l'individu.

Cependant, plusieurs auteurs ont mis en garde contre une interprétation trop fonctionnelle du capital social. Coleman (1990) définissait celui-ci essentiellement par sa fonction, à savoir faciliter certaines actions, sans toujours expliciter les mécanismes en jeu. Putnam (2000), pour sa part, avançait que le capital social produit du bien-être collectif, mais sans toujours démontrer empiriquement le lien de causalité entre capital social et performance institutionnelle. Ce type d'approche tend à produire des raisonnements circulaires, rendant difficile l'identification des relations causales (Ponthieux, 2003). Pour dépasser ces limites, il est essentiel de lier l'étude des effets du capital social à une analyse fine des processus sociaux qui les produisent.

La richesse du concept tient aussi à ses nombreuses dimensions. Une première typologie, proposée par Collier (1988), distingue le capital social gouvernemental – qui désigne les institutions et organisations créées par l'État – du capital social civil, issu de la société. Chacune de ces formes comprend à la fois des institutions, entendues comme des règles, et des organisations qui assurent leur respect. Ces deux formes peuvent être complémentaires, lorsque l'État fonctionne correctement, ou substituables, en cas de défaillance institutionnelle comme dans les situations de conflit (Narayan, 1999 ; Dasgupta, 2000 ; Woolcock & Narayan, 2000). Une seconde approche, développée par Uphoff (2000), distingue le capital social structurel du capital social cognitif. Le premier désigne les réseaux, organisations et institutions visibles dans

lesquels les agents interagissent, tandis que le second renvoie aux valeurs, normes, croyances et attitudes qui favorisent la coopération. Cette typologie est reprise par Krishna (2000), qui parle respectivement de capital institutionnel et relationnel. Le croisement de ces dimensions permet de mieux comprendre la diversité du capital social. Par exemple, un État représente un capital social structurel gouvernemental, tandis que la confiance communautaire peut être classée dans le capital cognitif civil (Sirven, 2000).

Une dernière typologie, développée par la Banque mondiale (2000), s'intéresse à la nature des liens sociaux. Elle distingue trois types de relations : les liens de type *bonding*, qui relient des individus au sein d'un même groupe et reposent sur des relations fortes, comme celles de la famille ou des amis ; les liens de type *linking*, qui connectent des individus ou des groupes de statuts différents, notamment les relations verticales entre citoyens et institutions ; et enfin les liens de type *bridging*, qui relient des individus éloignés, socialement ou géographiquement, et sont souvent latents. Ces derniers correspondent à ce que Granovetter (1973) désignait comme des liens faibles, essentiels dans la diffusion de l'information et la mise en relation avec de nouvelles opportunités.

En somme, le capital social peut être défini comme un ensemble de ressources accessibles à travers les relations sociales, mobilisables dans le cadre d'actions stratégiques. Il prend des formes variées, selon qu'on l'aborde du point de vue institutionnel, structurel ou cognitif, et selon la nature des liens qui unissent les individus. Pour qu'il devienne un concept utile à l'analyse économique et sociale, il est indispensable de le penser avec rigueur, en dépassant les approches purement fonctionnelles, et en prêtant attention à la complexité des mécanismes sociaux sous-jacents.

2. Clarification des concepts : de réformes agraires et de coopératives agricoles.

Avant d'aborder l'analyse empirique, il est essentiel de clarifier certains concepts centraux de ce travail. Cette section se concentre sur deux notions clés : les réformes agraires (2.1) et les coopératives agricoles (2.2), afin de mieux comprendre leur évolution et leur rôle dans la structuration du secteur agricole à Kindia.

2.1 Des réformes agraires

En fonction des régimes politiques qui se sont succédé en Guinée, Bamba (2023) propose une classification tripartite des réformes agraires entreprises entre 1968 et 2006. La première, allant

de 1958 à 1984, est caractérisée par la mise en place de nombreuses unités de production centralisées. Les Centres ruraux modernes qui ont émergé ont bénéficié du monopole sur les productions agricoles. Les collectivités locales ont été transformées en des unités de production centralisées dans le but d'assurer la production des fruits destinés à la consommation locale (Jacqueline, 1958). Dans les années 1960, ces centres ont été renforcés par la création des brigades attelées de production et des brigades mécanisées de production (Bamba, 2023). Cependant, cette production autocentrée axée sur la demande interne n'a pu résister longtemps à la pression exercée par la demande extérieure. Il est donc devenu nécessaire d'accroître la productivité par la création, en 1975, des fermes agropastorales d'arrondissement (Kaba, 2020).

La deuxième s'étend quant à elle, entre 1984 et 1990 et est marquée par le déploiement du service public de vulgarisation agricole. En effet en 1984, pour faire suite à un placement politique, la filière ananas a été réintégrée dans un contexte libéral avec la démarche de vulgarisation agricole (Kaba, 2020). Cela a ouvert la voie à un vaste programme de réforme socio-économique. Mais selon Chéneau-Loquay (1989), « les activités agricoles qui soutenaient 75% de la population ne contribuaient qu'à 30% du domaine productif brut. En 1989, l'état de l'agriculture apparaissait comme assez confus, voir même paradoxal » (Chéneau-Loquay, 1989). La Guinée est restée comparable à la majorité des pays de l'Afrique occidentale, sous l'angle de l'objectif central de guerre : sa capacité à nourrir ses habitants. Son indépendance vis-à-vis des pays étrangers n'a cessé d'augmenter. Cependant, on a toujours affirmé qu'elle était dans une circonstance radicalement différente de celle de ses voisins (Chéneau-Loquay, 1989). L'insuffisance de recherches agronomiques et de vulgarisation agricole constitue un des facteurs ayant entraîné la volatilité des performances agricoles entre 1984 et 1990.

C'est pourquoi, lors de la conférence nationale dédiée au développement rural, l'État avait mis en place un programme national des services agricoles, incluant un Institut de recherche agronomique et un système de vulgarisation agricole (Kaba, 2020). Cependant, après cinq années d'expérimentation, ces services agricoles ont été détournés de leurs missions initiales. Les institutions financières ont dû réduire leurs aides techniques. Les années suivantes, l'État s'est aussi progressivement retiré, suivi par une implication croissante des coopératives socioprofessionnelles. Le programme d'ajustement structurel instigué par des Institutions financières internationales dans le cadre d'un long processus de planification socialiste, a

également conduit à la dégringolade du sous-secteur de délivrance de fruits. Une réforme profonde est devenue imminente afin de redresser cette situation conjoncturelle. Ce qui a mené au dégraissage du rôle public et d'une libéralisation étendue du domaine agricole (Bamba, 2023).

Enfin, la troisième s'étend entre 1991 et 2006. Elle reflète le désengagement progressif de l'État accompagné d'une implication grandissante des organisations professionnelles (Bamba, 2023). En 1991, l'État guinéen a opéré une nouvelle réforme agraire dont les principales orientations avaient été évoquées dans la lettre de développement agricole (LPDA), s'étalant du début 1991 jusqu'en 1998 (FIDA, 2020). Cette LPDA a souligné le recul du rôle étatique, promouvant une responsabilisation accrue du partenariat privé ainsi que de l'amélioration des services agricoles pour le bénéfice exclusif des collectivités. Ainsi, s'est créé plusieurs dizaines de groupements agricoles supplémentaires dans la commune de Kindia. C'est à partir de là que la filière ananas a évolué pour être le domaine prédominant de la coopération agricole à Kindia (Kaba, 2019).

2.2 Des coopératives agricoles

L'organisation des paysans en des groupes d'entraide n'est pas une pratique récente à Kindia. Sous la forme traditionnelle, les associations locales ont toujours existé lors des travaux agricoles. Cependant, les coopératives agricoles sont récentes, introduites à la suite de la mise en œuvre des politiques de décentralisation en 1990 (Kaba, 2019). A la faveur de cette réforme, on a assisté à un développement des initiatives privées dans le secteur agricole. Aussi dans les années 1990, il y a eu un transfert progressif des prérogatives essentielles des pouvoirs centraux vers les collectivités locales. C'est ainsi que les coopératives de jeunes et de femmes ont commencé à bénéficier des soutiens de l'État, notamment sur les plans matériel, technique et financier (Gbèman, 2019).

En effet, au cours de nos enquêtes, nous avons rencontré des planteurs, majoritairement regroupés en des coopératives de production de l'ananas. Parmi elles, la COPEFL a eu une grande notoriété auprès des bailleurs, à cause de sa longue expérience sur la commercialisation de l'ananas. Cette coopérative exporte de l'ananas en Europe à travers Burquiah VB-International. Elle possède aussi des magasins de conditionnement pour l'ananas et la mangue pour l'export. Nous avons rencontré aussi des exploitants individuels mais minoritaires. Ce sont souvent des fonctionnaires actifs ou à la retraite, des commerçants et des paysans. En effet, si

le regroupement des producteurs s'améliore et permet un meilleur accès aux intrants et aux formations, la vente groupée gérée par les organisations reste encore un défi. Mise à part certaines ventes pour l'export, en particulier celles gérées par la COPEFL, très nombreux sont les producteurs qui vendent bord champ pour les marchés locaux et sous régionaux.

En janvier 2017, la Fédération des planteurs des arbres fruitiers de la Basse Guinée (FEPAF-BG) a été aussi créée, issue de la scission de l'ancienne unique Fédération des Organisations Paysannes de Basse Guinée (FOPBG) en trois (3) nouvelles fédérations distinctes : le Groupement des Producteurs du Riz et Saliculture (GPRS), les Maraichers et le Groupement des Fruitiers (GF). La FEPAF-BG compte aujourd'hui 1.052 membres individuels, regroupés en 75 adhérents (coopératives, unions, individus) sur toute la Basse Guinée, y compris sur l'autre zone importante de production qu'est Maférinyah. Au total sur la Basse Guinée, la fédération rassemble environ 700 planteurs d'ananas et explique que les planteurs qui ne sont pas fédérés sont marginaux (environ une trentaine sur la région).

À travers les partenariats techniques et financiers, la FEPAF-BG est parvenue à rendre des services intéressants à ses membres. Il s'agit principalement de leur participation à des événements de promotion des produits (foires) et la fourniture d'intrants agricoles. Elle a instauré aussi une forme de contractualisation de prêts bancaires entre elle et ses membres. Récemment, avec la Banque Islamique de Guinée, la FEPAF-BG a acheté et mis à disposition de ses membres du matériel d'irrigation. Surtout, elle a acheté et stocker des intrants subventionnés par l'Etat et mis à disposition de la Chambre d'Agriculture de Kindia, puis revendu ces intrants aux membres de la fédération. Les membres de la fédération participent également à des formations techniques, de recherche de marchés, des infrastructures et d'équipements.

Ces structures de productions agricoles ont été construites à Kindia dans une logique entrepreneuriale. Car, les producteurs qui cultivent l'ananas ont a priori des profils et des pratiques relativement similaires. Mais, la typologie des producteurs de la zone peut être un peu variée en termes de surface dédiée à l'ananas. Il s'agit très majoritairement de producteurs familiaux. Nous n'avons pas rencontré de planteurs industriels à grande échelle au cours de nos investigations. Mis à part quelques très rares producteurs pouvant avoir entre 5 et 15 ha, la moyenne des surfaces cultivées se situe autour de 0,5 à 1 ha par campagne de production.

De même, les techniques et pratiques agricoles sont globalement homogènes, issues des travaux de la recherche agronomique et de la vulgarisation agricole, portée par des projets ou l'appui de l'Anproca. Les différences sont essentiellement liées à l'accès aux facteurs de production clés, tels que les intrants chimiques et l'équipement, notamment pour l'irrigation. Les matériels d'irrigation coûtent cher car, ils sont importés de l'extérieur. Pour autant, l'accès à la main d'œuvre extérieure est difficile à des moments clés. Ainsi, rares sont les producteurs qui peuvent supporter tous les coûts de production nécessaires à un itinéraire de qualité rigoureux, ce qui les limite fortement en surface d'exploitation.

3. Metodologie et analyses

Pour examiner ces hypothèses, notre méthodologie a reposé sur une analyse approfondie tant des sources orales qu'écrites. Elle a également mis un accent particulier sur l'exploitation des ressources documentaires disponibles. En 2019, nous avons mené une série d'enquêtes auprès des producteurs d'ananas dans la commune de Kindia. Divers groupes stratégiques tels que des agriculteurs individuels ainsi que des fédérations paysannes et unions des planteurs ont été pris en compte pour cette étude. Au total, nous avons interrogé 115 producteurs comprenant 40 membres au sein de la Coopérative des Producteurs et Exportateurs de Fruits et Légumes (COPEFL), 20 membres au sein de l'Union des planteurs (UPF), 15 membres au sein de la coopérative Lanyi (CL), ainsi que 10 planteurs issus du groupe Samaya (PS) et enfin 30 autres producteurs indépendants.

Tableau 1. Répartition de l'échantillon

Coopératives agricoles	Nombre planteurs
COPEFL	40
Union Planteurs Friguiagbé	20
Coopérative Lanyi	15
Planteurs Samaya	10
Planteurs isolés	30
Total	115

Source : tableau réalisé par l'auteur à partir des données de terrain

Les données collectées auprès de ces informateurs ont été confrontées aux informations provenant du fonds documentaire du Centre de Recherche Agronomique de Foulaya (CRAF). Cette démarche nous a permis d'obtenir une vision globale concernant les politiques agricoles en vigueur ainsi que sur l'organisation structurelle actuelle du secteur de l'ananas et les enjeux fonciers locaux associés. L'analyse historiographique a également révélé une diversité significative d'études portant sur les réformes agraires en Guinée sous divers angles. Cependant, le lien entre agriculture et développement local durable demeure encore insuffisamment exploré par les spécialistes. C'est précisément ce qui confère tout son intérêt à cette recherche. Dans les sections suivantes, nous procéderons tout d'abord à un examen exhaustif des enjeux relatifs aux réformes agraires mises en œuvre en Guinée entre 1958 et 2006, puis nous analyserons plus spécifiquement les implications découlant de la réorganisation du secteur de l'ananas ainsi que le rôle joué par les planteurs dans leur processus d'autonomisation au sein de leurs communautés respectives.

4. Les analyses et les résultats de l'étude: la chaîne production-vente, les obstacles à l'agriculture locale et agriculture durable.

4.1 De la chaîne production-vente

Quelques décennies après son implantation en Guinée, tout d'abord de façon embryonnaire, les producteurs de Friguiagbé se sont laissés attirer par l'ananas qui, sous ses airs durs, cachait un cœur tendre et sucré. Ils sont allés à la recherche de rejets dans la région de Dubréka et Maférinyah et les producteurs de cette région ont sauté sur l'occasion pour se débarrasser de leur chère Baronne de Rothschild. Depuis, cette variété n'a cessé de leur griffer les jambes des planteurs avec les innombrables épines de sa couronne et de ses feuilles. Les planteurs de Kindia ont ainsi appris à garder jalousement l'autre variété, leur Cayenne lisse, qui devint la principale variété cultivée à Mafèrènyah (FAO, 2011).

Ainsi, la Baronne de Kindia est convoitée principalement par des producteurs familiaux. Ceux-ci exploitent en moyenne de 1 à 2 ha par agriculteur et par campagne de production (Kaba, 2020). Parallèlement, ces producteurs familiaux pratiquent aussi le maraîchage et d'autres activités de production fruitière. Ils font des pratiques relativement homogènes issues des travaux de vulgarisation agricole. Ce savoir-faire local est transmis de génération en génération. Dans les zones de production, nous avons recensé 300 planteurs d'ananas,

majoritairement des femmes, qui collectent de l'ananas pour les écouler sur le marché local et national. Les marchés d'écoulement de l'ananas sont variés, allant des marchés hebdomadaires au grand marché de Kindia. Chaque semaine, les camions sont affrétés individuellement ou par groupe de commerçantes. Mais les conditions de transport occasionnent souvent des pertes en quantité.

Outre le commerce guinéen, l'ananas de Kindia est aussi destiné à l'export. Des commerçants de la sous-région, en particulier du Sénégal, de la Gambie, de la Sierra-Léone ou du Mali, l'achètent. Ces acheteurs se rendent directement bord champ en Guinée, soit depuis peu, la FEPAF-BG. Celle-ci s'est dotée d'un camion frigorifique de 40 pieds, équivalant de 20 tonnes, et achemine directement l'ananas à Dakar, où elle possède également un lieu de stockage. Les ananas sont conditionnés dans des emballages de récupération et sont récoltés vert afin que les fruits puissent supporter le voyage de 3 jours environ sur des pistes plus ou moins en bon état. Depuis 2017, la société VB-International achète la Baronnie de Kindia pour l'exporter en Europe (ananas avion). Un premier contrat de 100 tonnes a été signé et exécuté en fin 2017. Avant ce contrat, VB-International collectait déjà de la Baronnie auprès de certains producteurs de la COPEFL pour compléter sa production, au travers de la coopérative Burquiah de Forécariah et avec l'appui des techniciens de la coopérative (REDD, 2013).

En 2006, les fédérations de Kindia ont été comptées parmi les plus grands exportatrices d'ananas frais vers la sous-région, la France et l'Union Européenne. Au cours de l'année 2005, l'ananas a occupé la quatrième place des fruits les plus cultivés et commercialisés, après la mangue, l'orange et la banane (Kaba, 2019). Cependant, les études montrent que 70% de la production locale de l'ananas sont consommées sur place. Les réseaux de distributions se concentrent plutôt sur les régions de Maféringna et de Forécaria. Les 30% restants concernent l'ananas transformé et l'ananas frais (BES, 2017). Les lieux d'écoulement d'ananas sont segmentés avec une certaine spécialisation des origines ou des régions de production. La production de subsistance est organisée sur une base familiale. Elle a pour finalité, la pérennisation du groupe familial grâce à une production pour la consommation familiale. Aussi, les modes de production traditionnels extensifs ont fourni la majorité de la production agricole de 1990 à 2006. La production commerciale qui est entièrement orientée vers le marché et le profit a recours à des techniques de production intensives, surtout en matière de production vivrière et de maîtrise de l'eau pour l'irrigation (Kaba, 2019).

Concernant le marché local, 47,9% de ménages sont concernés par la production vivrière. Cette proportion est plus élevée dans les districts et les villages, en raison parfois de l'enclavement. Dans les localités éloignées, la culture de l'ananas ne peut pas être un très bon moyen d'existence, même si la survie de 54% de ménages en dépend. Pris dans le tas, quelques cas de mauvais rendements ont été enregistrés. Mais, ces contreperformances ne peuvent pas remettre en cause les progrès enregistrés dans le cadre des coopératives agricoles. Car, selon les sources gouvernementales, « la production fruitière avait atteint la barre de 100.000 tonnes sur les états de la basse côte » (Kaba, 2019).

Au niveau des ménages qui pratiquent la culture de l'ananas, 84,5% sont propriétaires des terres qu'ils cultivent. Cette proportion se réduit aussi progressivement jusqu'à atteindre 35,6%, en raison de la grande diversité des activités socioprofessionnelles existantes dans la commune urbaine. À côté de la filière ananas, certains chefs de ménages participent à d'autres cultures vivrières comme le riz à hauteur de 42% (Toure, 2024).

4.2 Analyse de quelques obstacles à l'agriculture locale

Selon les sources exploitées, les coopératives agricoles sont confrontées à différents types d'obstacles. Il s'agit du problème de reconnaissance, d'insécurité due aux bandes criminelles, des inondations, les problèmes d'accès au financement et au foncier, entre autres. Concernant la question de reconnaissance, elle s'est posée par exemple en 1992, lors de la conférence nationale sur l'agriculture. Au mois d'avril, le ministère de l'Agriculture a invité les paysans à venir discuter des problèmes agricoles. Mais, les rares paysans présents, représentants les associations et les coopératives agricoles n'ont pas pu s'exprimer. La parole a été monopolisée par les experts, les bailleurs de fonds et les responsables de projets agricoles. Pour réagir à cela, les responsables des groupements agricoles ont lancé l'idée d'une rencontre nationale à laquelle les délégués des paysans devaient participer. Lors de cette rencontre, ils ont décidé de démultiplier les initiatives de création des coopératives agricoles dans les villages et dans les districts (Bamba, 2023).

En 1993, les coopératives agricoles créées se sont tournées spécifiquement vers la production de l'ananas mais, seulement moins de la moitié a eu accès aux fertilisants. Les coopératives agricoles sont confrontées aussi aux problèmes d'instabilité dû aux bandes criminels qui volent

les récoltes et d'autres les incendient. Elles sont confrontées surtout à des inondations récurrentes dans les bas-fonds, en raison des problèmes d'aménagement.

Ces problèmes affectent plus de 55 000 personnes chaque année, en occasionnant aussi des pertes de cultures importantes. Les prix élevés des denrées alimentaires et les conflits entre agriculteurs et éleveurs contribuent également à la vulnérabilité des ménages. En 2009, l'insécurité alimentaire a frappé plus de 20% de la population. Les milieux ruraux sont en général plus touchés que ceux urbains. Ceci explique l'existence des poches d'insécurité alimentaire et de malnutrition dans les villages. La détérioration de la sécurité alimentaire peut être due aussi à des problèmes variés dont les difficultés d'accès aux ressources financières, l'enclavement des zones de production, les coutumes culturelles et les problèmes alimentaires. Selon Kaba (2019), « la mauvaise gestion des revenus agricoles et des stocks alimentaires sont à l'origine de l'inégale consommation intra-ménage ».

L'inflation et la dépréciation de la monnaie ont également érodé le pouvoir d'achat des ménages (Kaba, 2019). Ces difficultés économiques forcent souvent certains ménages à vendre au mauvais moment de l'année et à acheter la même marchandise à des prix très élevés plus tard. Les cultures des fermiers sont principalement produites pour les marchés et non pour la consommation locale. Ceci impacte grandement les habitudes alimentaires et entraîne la dépendance au marché.

Les ménages vendeurs de biens agricoles sont aussi victimes de circuits d'approvisionnement mal organisés entre les zones de production et les points d'écoulement des produits. Certaines zones sont très enclavées et les produits ont du mal à rejoindre les circuits nationaux ou transfrontaliers faute de routes adéquates. De plus, les échanges commerciaux bénéficient principalement aux intermédiaires et aux commerçants qui ont la main mise sur les bénéfices des ventes de produits vivriers et de rente. Certaines estimations montrent que jusqu'à 80% des bénéfices vont aux intermédiaires. Cela laisse les producteurs, surtout ceux de petite taille, avec peu de moyens pour faire face aux augmentations de prix et les rend dépendant d'un système de crédit et de vente des produits agricoles. Ceci est essentiel lorsque l'on sait que l'agriculture et les revenus qui en sont tirés occupent toujours 80% de la population.

Le manque de productivité lié aux faibles investissements en intrants, en infrastructures et mécanisation, expliquent en partie l'insécurité alimentaire à Kindia. Il ressort aussi de l'enquête

que le rôle des marchés frontaliers pour la sécurité alimentaire des ménages est à explorer plus en détail. Les zones les plus en insécurité alimentaire sont aussi celles où les marchés transfrontaliers sont les plus importants pour les échanges commerciaux internationaux. Ces informations peuvent venir confirmer le fait que la production intérieure ne bénéficie pas aux producteurs en termes de revenus et de consommation alimentaire, mais à des acteurs intermédiaires et externes. Ainsi, bien que pour 31% des ménages affirment que le marché le plus proche est à moins de 30 minutes de marche, on retrouve des pourcentages plus élevés de ménages ayant les plus grandes distances à parcourir pour rejoindre le marché le plus proche.

À ce titre, un tiers des informateurs rapporte qu'il « leur faut plus de deux heures pour se rendre au marché le plus proche ». Ainsi, malgré les soucis de distance, l'accessibilité physique aux marchés est globalement satisfaisante tout au long de l'année, puisqu'en moyenne, les marchés sont accessibles plus de 9 mois sur 12. Pour les marchés où l'accès physique est bloqué, la principale raison invoquée par 83% des enquêtés est l'inondation en période hivernale (juillet, août et septembre).

Au moment de l'enquête, le niveau d'approvisionnement des marchés, pour 89% des ménages, était considéré comme satisfaisant. Bien qu'un dixième de ménages (1/10) jugeaient ce niveau d'approvisionnement limité, voire très limité. Ces données confirment le fait que la disponibilité n'est pas le principal obstacle des ménages. Il faut noter cependant que le niveau d'approvisionnement du marché au moment de l'enquête était rapporté moindre que celui de l'année précédente (2011) dans un quart (¼) des cas. Ces fluctuations de disponibilités sur les marchés s'expliquent principalement par les mauvais niveaux d'intégration et d'approvisionnement dans la plupart des marchés de Kindia.

En raison de ces problèmes évoqués, l'insécurité alimentaire reste encore une préoccupation majeure des populations. Car, il y a encore une baisse généralisée de la productivité des exploitations agricoles. Ceci explique aussi l'accentuation de la pauvreté dans les milieux ruraux qui ont de plus en plus de terres de culture limitées. Les ménages sont confrontés à un manque de stocks de produits vivriers. Ceci peut expliquer aussi la faim à certains endroits.

4.3 Vers une agriculture durable

Au-delà des considérations économiques et alimentaires, l'agriculture locale se doit également de faire face à des enjeux liés au développement territorial et de surmonter de nombreux défis. Il s'agit précisément de nourrir une population en constante augmentation, de plus en plus urbanisée, tout en respectant les impératifs environnementaux, en garantissant une gestion durable des ressources naturelles et en s'adaptant aux conséquences du changement climatique. Dans ce contexte, l'agriculture familiale, soutenue par les organisations paysannes, émerge comme une réponse potentielle à ces défis pressants.

En effet en 2022, les autorités de Kindia ont entrepris une série de rencontres avec les acteurs du développement local, dans le but explicite de mobiliser les parties prenantes de l'agriculture et de l'exploitation forestière en faveur de la conservation de la biodiversité. Au cours d'une réunion rassemblant une cinquantaine de participants, il a été constaté que la biodiversité est gravement menacée par des activités anthropiques (Diallo, 2022). C'est dans ce contexte que le projet intitulé « Facilitation d'engagement pour la biodiversité » a vu le jour. Depuis lors, les coopératives agricoles se sont engagées à élaborer des stratégies visant à inciter les acteurs économiques liés à l'environnement, à inverser la tendance actuelle à la dégradation de la biodiversité. Le message véhiculé insiste sur le fait que « le problème environnemental n'est pas un enjeu individuel, mais constitue un défi global transversal touchant tous les secteurs » (Diallo, 2022).

Selon Aboly (2022), « les communautés rurales de Kindia dépendent essentiellement de la biodiversité et des services écosystémiques pour satisfaire leurs besoins alimentaires quotidiens » (Aboly, 2022). Cependant, la surexploitation des ressources forestières, conjuguée aux phénomènes naturels, accélère considérablement la dégradation des écosystèmes, notamment celle des têtes de sources et des berges des cours d'eau ainsi que des bassins versants. Des facteurs tels que les pratiques agricoles traditionnelles et non durables, l'exploitation minière non régulée, ainsi que l'abattage abusif d'arbres et l'utilisation du feu pour défricher interagissent pour exacerber cette dégradation environnementale (Aboly, 2022).

L'un des axes stratégiques mis en place pour remédier à ce processus destructeur a consisté en un renforcement des capacités au sein des coopératives agricoles locales. La région regorge en effet de ressources du sol et du sous-sol propices à l'agriculture, grâce à une pluviométrie

favorable. Dès lors, l'objectif actuel est d'améliorer significativement le bien-être des populations tout en préservant la biodiversité (Aboly, 2022).

Un autre défi majeur lié à une agriculture durable réside dans la problématique de conservation post-récolte. Comme le souligne Condé (2021), « Kindia est reconnue pour ses cultures fruitières et légumières » (Condé, 2021). Néanmoins, les producteurs font face à d'importantes pertes durant cette période critique due à une maîtrise insuffisante de la chaîne de valeur associée à leur production agricole. À cet égard, un cultivateur d'ananas basé dans la sous-préfecture Friguiagbé (située à huit kilomètres de Kindia) a déclaré que : « Nous avons besoin d'une chambre froide pour conserver nos fruits pendant les périodes creuses, sans compter sur l'importance cruciale des emballages ». Les agriculteurs locaux expriment également leur frustration quant au manque d'infrastructures adaptées permettant une meilleure conservation (Condé, 2021).

En réponse aux difficultés rencontrées par ces producteurs en matière de transformation alimentaire, un investisseur privé a tenté en 2022 d'y remédier par la construction d'une usine dédiée au jus d'ananas. Toutefois, celle-ci ne satisfait toujours pas pleinement leurs attentes ni ne répond adéquatement aux critiques formulées par les coopératives concernant son mode opératoire : « La quantité produite actuellement ainsi que notre méthode de tri et nos tarifs ne peuvent convaincre nos producteurs. Parfois, nous fixons rendez-vous pour récolter mais, ils prennent certains fruits tout en laissant d'autres sur place » (Camara, 2022).

Outre l'absence d'infrastructure adéquate pour transformer les produits agricoles, les planteurs évoquent également une organisation déficiente du marché qui nuit au bon déroulement de la commercialisation : « Nous sommes plusieurs au sein d'une même fédération. Pourtant, chacun s'arrange comme bon lui semble quant au stockage dans les magasins, entraînant ainsi une détérioration généralisée ». En réponse aux préoccupations exprimées par les producteurs locaux, lors d'un entretien avec le président de la chambre régionale d'agriculture, il apparaît qu'un certain nombre de mesures ont été mises en œuvre : « En 2021, nous avons enregistré un volume significatif sans aucune perte. Aujourd'hui, plusieurs jeunes manifestent un intérêt

croissant envers notre secteur grâce notamment au soutien apporté par nos partenaires comme Enabel¹ » (Condé, 2021).

En 2024, fut lancé un autre projet dédié au renforcement du Conseil agricole destiné à accompagner les transitions agroécologiques liées aux exploitations familiales. Cette rencontre sous-régionale a rassemblé divers experts provenant principalement du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, du Niger et du Bénin, afin qu'ils puissent faire un état des lieux sur les résultats obtenus entre 2021-2024. Ce colloque visait aussi à réfléchir collectivement sur les grands enjeux futurs relatifs à l'agroécologie. Effectivement, selon Diomene (2024), « les fédérations et coopératives locales ont atteint des résultats très encourageants. Il existe une véritable dynamique autour de l'agroécologie en leur sein ». (Toure ,2024). Il souligne la nécessité vitale de fournir aux populations une alimentation saine, riche et variée, tout en protégeant les ressources naturelles pour les générations futures. Le projet ACOTAF évolue selon deux axes principaux: premièrement produire des références pour renouveler le conseil agricole afin renforcer l'accompagnement des producteurs engagés dans la transition agroécologique. Puis, deuxièmement, renforcer les capacités des acteurs concernés par l'exploitation des connaissances produites (Toure, 2024).

Pour les responsables du département de l'agriculture, la finalité d'un tel engagement est de promouvoir le développement agricole et rural économiquement rentable, socialement viable et écologiquement soutenable. Cependant, cet objectif pourrait demeurer illusoire si les filières constituant le vivier des populations ne sont pas régulées. Pour favoriser la croissance agricole durable, passant d'un taux de croissance annuel actuel de 3% à un taux supérieur à dix points décimaux, un programme accéléré de sécurité alimentaire, nutritionnelle et de développement durable (PASANDAD) fut instauré. En trois années, ce programme a produit des résultats exaltants. Cent (100) hectares anacardiens furent emblavés, alors qu'émergent des pépinières de café et de cacao, respectivement cinq mille (5000) hectares et deux mille cinq cents (2500) hectares. Dans le cadre de la campagne agricole 2018, mille (1000) hectares de café Arabica furent mis place. Des semences améliorées de riz et de sésame blanc ont été aussi introduites et mis à disposition des coopératives (Toure, 2024).

¹Organe de coopération belge pour le développement

Si ces données fournies constituent des indicateurs pertinents pour apprécier la volonté politique, des efforts doivent se poursuivre jusqu'à ce que chaque agriculteur puisse bénéficier pleinement des revenus générés de ses productions, permettant de répondre aux besoins alimentaires familiaux. En effet, les grandes orientations de la Politique nationale de développement agricole (PNDA2) visent à accroître les performances de l'agriculture locale avec une contribution importante du secteur privé, selon les axes stratégiques d'intervention suivants : l'amélioration de la production et de la productivité du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, l'amélioration de l'accès aux marchés et à la structuration des chaînes de valeur agricoles, animales, halieutiques et sylvicoles à travers le développement des infrastructures et l'amélioration de la gouvernance pour créer un environnement favorable à l'intervention du secteur privé. Les orientations politiques du secteur agricole sont fortement alignées sur le PNDES dans ses différents piliers et les objectifs du millénaire pour le Développement (OMD), dont le but ultime est de réduire de moitié le nombre de personnes pauvres et souffrant de la faim. Toutes ces politiques et stratégies mises en place par l'État s'insèrent aussi et surtout dans la Politique Agricole de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAP) et les engagements de Malabo sur la transformation de l'agriculture africaine (Ministère du Plan et de la coopération, 2016).

Conclusion

Pour clore cette étude, la conclusion s'articule autour de trois volets complémentaires. Elle revient d'abord sur les principaux apports et contributions de l'analyse menée. Ensuite, elle met en lumière les limites qui freinent encore le développement durable de la filière, avant d'ouvrir sur des perspectives de recherche et d'action à envisager.

Apports et contributions de l'étude

Cette étude met en lumière l'évolution historique et socioéconomique de la filière ananas à Kindia, une région qui s'est imposée comme un véritable bassin de production agricole. Depuis l'époque coloniale, la culture fruitière et légumière a profondément marqué l'organisation de la vie économique locale. Le développement de cette filière a permis l'émergence d'acteurs structurés autour de coopératives agricoles, devenues de véritables leviers du développement local (Kaba, 2019).

L'analyse a également montré que cette dynamique s'inscrit dans une logique de développement endogène. Le paradigme de développement adopté à Kindia repose sur une démarche ascendante, fondée sur les ressources internes au territoire, conformément à la conception du développement local comme « une démarche partant du bas vers le haut, en privilégiant les ressources endogènes » (Diallo, 2023).

D'un point de vue agroécologique, les conditions naturelles de Kindia sont particulièrement favorables à la culture de l'ananas. Les sols argilo-limono-sableux bien drainants, la température moyenne stable (25 à 30°C) et l'ensoleillement prolongé sont des facteurs déterminants pour la qualité organoleptique du fruit (REDD, 2013). Ces conditions expliquent notamment la forte teneur en sucre de l'ananas produit localement.

En outre, l'étude met en évidence la capacité de l'agriculture familiale – qui représente près de 80 % de la population active (NEPAD, 2013) – à répondre à la fois aux enjeux d'autosuffisance alimentaire et à ceux de l'insertion sur les marchés internationaux. Cette filière est donc un vecteur de génération de revenus, d'inclusion socioéconomique et de transformation territoriale.

Limites de l'étude

Toutefois, plusieurs limites structurelles pèsent sur le développement durable de la filière. Après avoir connu un essor dans les années 1970, l'ananas a connu un déclin en 1973, lié aux faiblesses des services de recherche et de vulgarisation, ainsi qu'à l'indisponibilité d'intrants agricoles comme les fertilisants (Kaba, 2019).

Par ailleurs, des risques environnementaux majeurs viennent fragiliser cette dynamique. Les inondations récurrentes affectent chaque année plus de 55 000 personnes et provoquent d'importantes pertes agricoles (MPC, 2016). À ces défis s'ajoutent la hausse continue des prix des denrées alimentaires depuis 2008 et les conflits fonciers entre éleveurs et agriculteurs, qui accentuent la vulnérabilité des ménages.

Enfin, la situation alimentaire demeure préoccupante, avec un pourcentage élevé de la population souffrant de sous-alimentation et de malnutrition (FAO, 2009). Comme le souligne le Sommet mondial de l'alimentation de 1996, la sécurité alimentaire implique un accès constant et équitable à une alimentation suffisante, sûre et nutritive (MAEP, 2007). Ce principe

reste encore difficile à concrétiser dans certaines localités de Kindia, malgré le potentiel agricole existant.

Perspectives de recherche et d'action

Face à ces constats, plusieurs axes d'intervention peuvent être envisagés. Il est d'abord essentiel de renforcer les services techniques et les infrastructures agricoles, en particulier pour améliorer l'accès aux intrants, aux équipements d'irrigation et aux techniques de conservation post-récolte.

La sécurisation foncière constitue également un enjeu majeur. Elle permettrait de stabiliser les investissements et de réduire les conflits d'usage entre les différents acteurs du monde rural. Un accompagnement institutionnel plus soutenu en faveur des coopératives agricoles serait également bénéfique, notamment en matière de formation, de gestion collective et de gouvernance démocratique.

Sur le plan agroécologique, l'adoption de pratiques durables et résilientes contribuerait à la protection des ressources naturelles et à la pérennisation de la production. En parallèle, l'inclusion des jeunes et des femmes dans les circuits de production et de commercialisation doit être renforcée. Leur accès à la terre, au crédit et à la formation constitue un levier stratégique pour revitaliser les territoires.

Enfin, une évaluation rigoureuse des politiques agricoles est nécessaire pour mieux mesurer leur impact réel sur les conditions de vie des producteurs et sur la sécurité alimentaire régionale.

En somme, l'exemple de Kindia montre comment une filière localisée, historiquement marginale, peut devenir un véritable moteur de recomposition des structures économiques et sociales. Cependant, pour garantir la durabilité de cette dynamique, une approche intégrée et multisectorielle, articulant politiques publiques, initiatives communautaires et exigences environnementales, reste indispensable.

BIBLIOGRAPHIE

Bamba, M. (2023). *Les politiques agricoles de la République de Guinée : approche générale et évolution des structures d'encadrement de 1958 à la mise en place des Lettres de Politique de Développement Agricole (LPDA) dans les années 1990* (Thèse de doctorat, Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry).

Becattini, G. (1989). *Les districts industriels et le développement économique*

Chéneau-Loquay, A. (1989). La « politique agricole », un concept vide ? Les effets pervers de l'ouverture libérale. *Politique africaine*.

Claude, P. (1967). L'ananas : sa culture, ses produits, techniques agricoles et production tropicale. *Fruits*, 23(8),

Coleman, J. S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology*, 94, S95–S120.

Coleman, J. S. (1990). *Foundations of social theory*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

Colletis-Wahl, K., & Pecqueur, B. (2001). Territories, development and specific resources: What analytical framework? *Regional Studies*, 35(5), 449–464.

Collier, P. (1998). Social capital and poverty (Social Capital Initiative Working Paper No. 4). Washington, DC : The World Bank.

Condé, B. (2021). Mieux conserver les récoltes de fruits et légumes en Guinée. Récupéré de Courlet, C. (2001). *Territoires et régions : Les grands oubliés du développement économique*. Paris : L'Harmattan.

Couty, P. (1987). La production agricole en Afrique subsaharienne : manières de voir et façons d'agir. *Cahiers des sciences humaines*, 23(3–4), 391–408.

Diallo, A. B. B. (2023). Conservation de la biodiversité et protection des écosystèmes. *Guineematin.com*.

FAO. (2009). *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde – Crises économiques, répercussions et enseignements*. Rome : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Granovetter, M. (1973). The strength of weak ties. *American Journal of Sociology*, 78(6), 1360–1380.

Inariten, S., et Angadé (2024), K. (2024). L’impact du capital social et de L’Innovation sociale sur la transformation sociale et économique des coopératives. *Revue Internationale Du Chercheur*, 5(3).

Jacqueline, B. G. (1958). L’agriculture guinéenne. *L’Information géographique*, 22(5), xx–xx.

Kaba, M. G. (2019). *Analyse économique et financière de la culture de l’ananas : cas de FEPAG BG de la CR de Friguiagbé* (Mémoire de master, Université de Kindia, Guinée).

Krishna, A. (2001). Moving from the stock of social capital to the flow of benefits: The role of agency. *World Development*, 29(6), 925–943.

Lorthiois, J. (1996). Le développement local : quelques éléments théoriques et pratiques. In M. Belattaf & A. Idir (Éds.), *Actes du colloque international « Articulation espace-local – espace mondial »* (pp. xx–xx). Béjaïa : Université de Béjaïa.

Maillat, D., Crevoisier, O., & al. (1991). Réseaux d’innovation et économie territoriale : essai de typologie. *Revue d’économie régionale et urbaine* (3–4), 407–432.

Ministère du Plan et de la Coopération. (2016). *Rapport final – Programme accéléré de sécurité alimentaire, nutritionnelle et de développement agricole durable de la Guinée*.

Narayan, D., & Pritchett, L. (1999). Cents and sociability: Household income and social capital in rural Tanzania. *Economic Development and Cultural Change*, 47(4), 871–897.

Ponthieux, S. (2003). Que faire du « capital social » ? (Document de travail n° F0306). Paris : INSEE, Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages.

Prévot, H. (1993). *L’économie de la forêt : Mieux exploiter un patrimoine*. Paris : La Documentation française.

Py, C., & Barbier, M. (1953). La production de l’ananas en Guinée en vue de l’exportation en frais. *Fruits*, 8(8), 363–392.

Sirven, N. (2000). Capital social et développement : Quelques éléments d’analyse (Document de travail n° 57). Bordeaux : Centre d’économie du développement.

Smati, A. (2009). Nature du développement local et rôle des collectivités locales dans son financement. *Recherchers économiques managériales*, 3(1), 81–96.

Sommet mondial de l'alimentation. (1997). Représentation politique et sociologique du monde agricole et rural français : 2e partie. *Économie rurale* (238), 44–46.

Touré, A. W. (2024). Renforcer le Conseil agricole pour accompagner les transitions agroécologiques de l'agriculture familiale en Afrique subsaharienne (ACOTAF). Récupéré de

Union européenne. (2008). *Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008–2013 : Fruits et légumes frais dans l'UE de 1996 à 2002*. Bruxelles : Commission européenne.

Uphoff, N. (2000). Understanding social capital: Learning from the analysis and experience of participation. In P. Dasgupta & I. Serageldin (Éds.), *Social Capital: A Multifaceted Perspective* (pp. 215–249). Washington, DC : World Bank.